

« Les enjeux socioéconomiques et politiques de l'inégalité de l'éducation »

"The socio-economic and political challenges of educational inequality"

**Liouaeddine Mariem**, Enseignante chercheuse, Faculté des Sciences Juridiques,  
Economiques et Sociales ; Université Ibn Tofaïl, Maroc  
*E-mail : [mariem.liouaeddine@uit.ac.ma](mailto:mariem.liouaeddine@uit.ac.ma)*

**Pr. Naji Fairouz**, Enseignante chercheuse, *Ecole Nationale de Commerce et de Gestion,*  
*Université Chouaib Doukkali ; El Jadida ; Maroc*  
*E-mail : [naji\\_fairouz@hotmail.com](mailto:naji_fairouz@hotmail.com)*

**Résumé :**

Cet article se propose de réexaminer les travaux récents, aussi bien théoriques qu'empiriques traitant de l'inégalité de l'éducation et ses impacts au niveau social (la santé et démographie), au niveau économique (la répartition des revenus, la croissance économique etc.) et au niveau politique (la démocratie).

**Mots clés:** inégalité, éducation

**Classification JEL :** I24

**Abstract:**

This article proposes to re-examine the recent works, both theoretical and empirical, dealing with the inequality of education and its impacts on the social level (health, demography), economic level (income, economic growth) and political level (democracy).

**Key words:** Inequality, education

**JEL classification:** I24

## **Introduction :**

L'intérêt porté par les gouvernements à garantir l'égalité de l'éducation à l'ensemble de leurs citoyens est motivé par des enjeux socioéconomiques de forte incidence.

Cautionnant une croissance économique soutenue, la diminution de l'indice d'inégalité de l'éducation constitue une aubaine substantielle pour réfréner la tendance démographique exponentielle des Etats, enchérir les émoluments, vulgariser les services sanitaires au profit des citoyens et surtout instiguer le contexte social propice à la transition vers le modèle sociétal démocratique.

Ainsi, cet article se propose de réexaminer les travaux récents, aussi bien théoriques qu'empiriques traitant de l'inégalité de l'éducation et ses impacts socio-économiques sur la société.

Présentement, le concept de la justice scolaire s'érige au centre des débats politiques des sociétés démocratiques contemporaines. En effet, une situation d'inégalité scolaire génère sensément une avalanche d'inégalités de dimensions sociales et d'accès à l'emploi, ainsi que des écarts salariales importants, etc.

Dans ce sillage, une littérature aussi bien théorique qu'empirique a émergé dans la perspective de pénétrer et modéliser le lien connexe qui s'établi entre l'inégalité en éducation et les divers aspects sociaux (la santé et la démocratie) et économiques (la répartition des revenus, la croissance économique etc.) de la société.

### **1. Les enjeux sociaux de l'inégalité de l'éducation**

Plusieurs chercheurs conviennent que les inégalités en éducation dérivent de plusieurs origines autres que le statut économique. En effet, l'éducation est intimement liée à la santé, la fécondité et la démocratie.

### 1.1.L'inégalité de l'éducation et le statut de santé

L'accessibilité aux services sanitaires a communément été corolaire du statut socio-économique des personnes, par conséquent, il est opportun d'admettre que le niveau d'éducation influe inexorablement sur le niveau de prise de conscience des questions relatives à l'hygiène et à la prévoyance sanitaire.

En effet, les deux dernières décennies ont vu se profiler de nombreux travaux qui traitent de l'évaluation de la relation éducation-santé.

Dans ce sens, Galea et all. (2007) ont précisé le rapport entre l'inégalité d'éducation et les habitus nuisibles à la santé de la population, notamment le tabagisme, la consommation à outrance de l'alcool et des substances pathogènes, lors d'une étude sociologique conduite dans 59 quartiers de la ville de New York.

Cette étude a corroboré le constat qui stipule que la consommation abusive de l'alcool et des substances toxiques est souvent associée à un collectif ayant un niveau d'éducation assez faible. En effet, les résultats révèlent que le niveau de scolarisation influe positivement sur la dépendance vis à vis de l'alcool et que la consommation des substances toxiques était en vogue dans les concentrations populaires réputées par des niveaux d'éducation faibles et vice versa.

De leur part, Khawaia et all. (2008), étudient les causes de la mortalité infantile dans 18 pays arabes, suite à la carence nutritionnelle, la non vaccination *ou* des infections respiratoires aiguës. L'étude dénote que pour la quasi-totalité des pays étudiés, les taux de survie et de vaccination observés chez les ménages dont les mamans ont le niveau de l'enseignement secondaire sont plus importants comparativement à ceux dont les mères sont dépourvues d'un niveau de scolarisation décent.

Dans ce même contexte, Isfahani (2000), s'intéressa au cas iranien et soutient que la réduction de la fertilité est survenue consécutivement à l'avènement d'une génération de parents instruits et des investissements colossaux dans le capital humain. L'auteur précise que le taux de mortalité infantile chez les femmes n'ayant pas été scolarisées est de 2,5 fois le taux chez les femmes ayant suivies un enseignement supérieur. De même, l'âge du mariage est également lié au niveau d'éducation (passant de 18,9 chez les femmes sans éducation formelle à 24,7 chez les femmes ayant une éducation supérieure).

Par ailleurs, Podvysotskaya et all. (2011), se sont intéressés au cas Ukrainien et ont soulevé les impacts indirects de l'éducation sur la santé. En effet, l'analyse considérée a

démontrée l'accroissement du niveau d'éducation s'accompagne d'une hausse du revenu des citoyens, de l'ordre de 6% à 7%, sans omettre l'amélioration de l'état de santé des ukrainiens. De plus, l'interdépendance revenu- état de santé est telle qu'une augmentation de 1% de l'espérance de vie entraîne une réduction de 2,1% de l'inégalité des revenus - qui dépend du niveau de l'éducation-, telle que mesurée par l'indice de Gini.

### **1.2.L'inégalité en éducation et fécondité**

La connexité entre la croissance démographique sur le développement économique a toujours constitué un thème de débat privilégié des économistes.

En effet, l'économiste Malthus (1798), fut l'initiateur des études relatives la croissance démographique, explicités dans son ouvrage « Principes de la population ». Il a promu l'intérêt de l'éducation sur la fécondité. De sa part, Solow (1956), a démontré qu'une faible croissance démographique engendre une croissance économique plus élevée. Ce constat a été également prouvé par Mankiw et all. (1991).

Les premiers modèles économiques traitant de la fécondité ont été initiés par Becker (1960) et Mincer (1963). Ces travaux prévoient que le développement de l'éducation des femmes devrait accroître leurs chances d'intégrer le marché de l'emploi et par conséquent les opportunités de l'éducation de leurs enfants, de décroître les taux de la fécondité et d'augmenter leur revenu permanent.

En effet, Juarez & Martin (1995), utilisent les données des enquêtes démographiques et de santé pour les neuf pays d'Amérique latine durant dix ans et montrent que les modalités d'usage de la contraception varient considérablement selon le niveau d'instruction. En conséquence, le taux de fécondité est supérieur à 6 pour les femmes non instruites, alors qu'il se situe à moins de 3, chez les femmes instruites.

Par ailleurs les travaux menés par Isfahani (2000), Shah et all. (1998), Remez (1998), aboutissent à la même conclusion, à savoir, les femmes analphabètes sont à peine perceptibles aux méthodes contraceptives que les femmes instruites.

### 1.3.L'égalité en éducation et les valeurs démocratiques

L'éducation des citoyens a toujours constitué l'attribut imparable des sociétés démocratiques<sup>1</sup>(Friedman, 1962).

Par ailleurs, la promotion de l'éducation est perçue comme un facteur d'amélioration de la réceptivité de couches défavorisées aux normes de la tolérance démocratique<sup>2</sup>(Lipset, 1959), d'autant plus que le développement économique y est étroitement lié, en favorisant l'émancipation de la population et son adhésion aux jeux politiques et pratiques démocratiques (Muller, 1995).

A cet égard, la causalité entre l'inégalité en éducation et la démocratie a été dûment démontrée à travers une cohue d'expériences empiriques. Ainsi, Chong & Gradstein (2009), ont établi que l'accès à l'enseignement supérieur tend à rehausser le niveau d'acceptation des valeurs pro-démocratiques chez les récipiendaires. En effet, un incrément de la valeur d'une année de scolarité, concourt à rehausser l'indice de perceptibilité des citoyens à l'égard d'un système démocratique, d'un point de pourcentage -indépendamment de la démocratie du pays-, rejetant ainsi le postulat préconisant que l'endoctrinement par l'éducation est un outil de prédilection dans les régimes autoritaires.

Par ailleurs, Castelló (2008), approuve que la consécration de la démocratie est mue par l'augmentation du niveau de scolarité de la population, plutôt que par la moyenne des années de scolarité. L'auteur soutient également les assertions des modèles qui présument qu'une péréquation plus équitable des prestations relatives à l'éducation, précipite la mutation démocratique aux dépens de régimes oligarchiques et impulse l'entreprise des réformes économiques et politiques (Bourguignon & Verdier, 2000).

En revanche, Acemoglu et all. (2005), désavouent les allégations stipulant que les niveaux de scolarité conditionnent la démocratisation des sociétés. Les auteurs estiment que la corrélation transversale entre la démocratie et l'éducation est pareillement attribuable à des facteurs exogènes au sommet desquels, les déterminants institutionnels à long terme. A ce propos,

---

<sup>1</sup> Friedman (1962) « A stable and democratic society is impossible without a minimum degree of literacy and knowledge on the part of most citizens and without widespread acceptance of some common set of values. Education can contribute to both ».

<sup>2</sup>Lipset (1959) «Increased wealth and education also serve democracy by increasing the extent to which the lower strata are exposed to cross pressures which will reduce the intensity of their commitment to given ideologies and make them less receptive to supporting extremist ones».

plusieurs réflexions ont porté sur les fondamentaux de la démocratie en usant d'autres variables de contrôle.

Dans ce sens, Spilimbergo (2009), a étudié la relation entre la formation à l'étranger des étudiants et la démocratie dans leur pays d'origine, mettant à l'œuvre une armada de techniques d'investigation et d'évaluation ainsi qu'un recueil terminologique relatif à la démocratie, comme il a introduit une diversité de variables de contrôle.

Les résultats attestent certes, l'apport contributif des ressortissants formés quant à la promotion des valeurs démocratiques dans leur pays d'origine, sous réserve que l'éducation acquise suivie intervienne dans des pays aux traditions égalitaires très ancrées. Cependant, comment une minorité agissante peut-elle influencer le processus démocratique d'un Etat ? L'auteur, souscrit au constat suivant :

«Les leaders et les élites politiques» sont tenus découvrir parmi des intellectuels, particulièrement ceux ayant suivi avec habilitation, un cursus éducationnel et professionnel en occident<sup>3</sup>.

- Les aspects de la contribution de l'élite intellectuelle à la promotion du processus de conversion démocratiques des états. On distingue à cet égard, les déclinaisons ci-après:
  1. Les technocrates formés à l'étranger comme une ressource indispensable pour consolider la marche vers la démocratie et l'instauration de l'état de droit. (À titre d'exemple un ministre formé à l'étranger peut rassurer les investisseurs étrangers).
  2. Les dirigeants issus des « high school » occidentaux tendent à entretenir des relations dynamiques et profitables avec les pays d'accueil.
  3. Les élites formées à l'étranger appréhendent négativement l'appareil répressif des régimes dictatoriaux du fait qu'ils véhiculent la pensée libérale dans leur pays d'origine.
  4. Ces individus pourraient exercer des activités subversives à l'égard des régimes autocratiques, étant considéré leur accès préférentiel aux médias étrangers et leur capacité de nuisance et de mobilisation des opinions publics nationaux et internationaux.
  5. L'éducation à l'étranger permet de cultiver implicitement, un spécimen identitaire et un sentiment d'appartenance à la communauté démocratique internationale.

En revanche, Dessus (1998), conditionne la rentabilité du capital humain, au cadre institutionnel des pays. L'auteur intègre des variables comme, l'indice des libertés civiques,

---

<sup>3</sup> En 1990, sur 115 dirigeants du monde, 66 ont étudié à l'étranger et plus des deux tiers si les pays en développement sont pris en compte.

l'indice de démocratisation et la mesure de la stabilité gouvernementale. Selon Dessus, la richesse du capital humain ne peut être optimisée dans les sociétés asservies par des régimes de rente et corrompus.

De surcroît, Botero, Ponce & Shleife (2012), soutiennent le constat préconisant que les élites intellectuelles sont les plus prédisposées à coordonner les mouvements de protestation contre la corruption, y compris dans les États non démocratiques. En effet, certains régimes autocratiques enregistrent un faible niveau de corruption par rapport à d'autres États démocratiques mais très corrompus.

En somme, il est évident que l'éducation constitue l'épine dorsale du développement économique, du succès des réformes sociales et de la transition démocratique. En outre, il n'est pas aisé de formaliser la relation entre l'éducation et la démocratie, du moment que cette démarche inclut plusieurs paramètres et facteurs sociaux et institutionnels à la fois furtifs et évolutifs. Actuellement, les revendications sociopolitiques des sociétés réprimées ont été largement motivées et rendues accessibles, à la faveur de l'extension des espaces médiatiques et des réseaux sociaux<sup>4</sup>.

Si l'éducation permet de redéfinir le paysage sociopolitique des États, elle produit également des impacts sur les aspects de la vie économique du pays en général et des individus en particulier.

## **2. Les enjeux économiques de l'inégalité de l'éducation**

Les inégalités en éducation affectent conjointement les individus et la société dans son intégralité. En effet, les rétributions salariales s'enrichissent proportionnellement avec l'accroissement du niveau de l'éducation, comme le témoigne, le rapport entre la qualification de la main d'œuvre et la croissance économique. Dans ce contexte, plusieurs études ont permis de corroborer le bien fondé de cette corrélation.

### **2.1. Inégalité en éducation et revenus**

---

<sup>4</sup> Comme c'est le cas pour différents pays arabes dont l'accessibilité aux réseaux sociaux a été le facteur primaire dans le déclenchement du printemps arabe.

La péréquation des revenus est un sujet de débat séculaire et très controversé, qui a désaccordé les économistes de toutes les tendances.

En effet, Smith, Mill, Ricardo et autres se concertent que la récurrence des problèmes économiques provient du partage inéquitables des revenus.

Des théoriciens du concept du capital humain, tels que Schultz, Becker et Mincer approuvent que la répartition des revenus se trouve intimement affectée par le niveau d'éducation, néanmoins, les dessous de ce tandem restent mésestimés. A contrario, certains détracteurs estiment que l'inégalité en éducation n'influe que timidement l'inégalité des revenus.

De ce fait, dans le but de mettre en exergue l'effet de l'éducation sur les revenus, moult travaux empiriques ont tenté de modéliser la relation éducation-inégalité des revenus.

Les études menées par Becker & Chiswick (1966), sont pionnières à cet égard. En effet, ces chercheurs confirment la corrélation positive entre l'inégalité des revenus et l'inégalité de l'éducation. Néanmoins, ils révèlent une inversion de tendance (corrélation négative), par rapport au niveau moyen de scolarisation.

Selon Becker & Chiswick, les rémunérations perçues dépendent à priori, de l'investissement productif en terme de capital humain. Ces rétributions résultent accessoirement d'autres facteurs tels que : l'héritage des revenus, l'égalité des chances, la distribution des capacités, les subventions à l'éducation, et autres.

Pour sa part, Winegarden (1979), confirme que la hausse des niveaux moyens de scolarité exerce un effet modérateur sur la répartition des revenus. Aussi, l'augmentation et l'essor spectaculaire des investissements sociaux dans le domaine de l'enseignement sont susceptibles de minorer la portée des disparités des revenus.

Dans ce sens, O'Neill (1995), examina le rôle attribué au capital humain dans le partage des revenus. L'auteur démontre que les évolutions technologiques contemporaines pourraient exacerber l'inégalité des revenus à l'échelle mondiale, au mauvais gré de l'ampleur des instruments de convergence mis en œuvre.

Par ailleurs, Checchi (1999 ; 2001), a établi l'effet réversible qui stipule que l'inégalité des revenus réduit les taux de scolarisation. Dans une seconde étude, l'auteur conclut qu'en favorisant l'accès à l'éducation, on procède à réduire l'inégalité des revenus, sous réserve de deux conditions: D'une part, le niveau initial de scolarité doit être



suffisamment faible et d'autre part, le niveau moyen de scolarité doit être relevé suffisamment et assez rapidement.

Checchi (2001), explique ces résultats par la confrontation entre l'offre et la demande en matière des ressources humaines. Autrement, les orientations éducationnelles des citoyens et les offres d'emplois créés par les entreprises.

En effet, lorsque le niveau moyen de scolarité d'une population est insignifiant, uniquement une poignée d'élites peut prétendre à des emplois substantiels et partant, à des rémunérations conséquentes. Paradoxalement, les initiatives de création de nouveaux postes d'emploi lucratifs en faveur de cadres confirmés s'heurtent à la prééminence accordée par les entreprises aux autres facteurs de production. Toutefois, le recrutement sélectif favorise l'innovation, la prospérité de l'entreprise et la création de postes d'emplois. A cet égard, les salariés hautement rémunérés foisonnent et l'inégalité des revenus décroît.

Sur un autre registre, De Gregorio & Lee (2002), utilisèrent les données de panel concernant des pays de l'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des pays de l'OCDE et ont conclu que le niveau de scolarité, associé à une répartition équitable des offres d'éducation offrent les meilleures garanties pour une péréquation impartiale des revenus.

## **2.2. Inégalités en éducation et croissance économique**

L'interdépendance entre éducation et la croissance économique inspire beaucoup de chercheurs, dont les productions scientifiques dans ce sens sont retentissantes et en continuelle évolution.

En théorie de croissance, le modèle élaboré par Solow (1956) est considéré comme une démonstration de référence. Ce modèle repose sur trois critères, à savoir : le progrès technologique, le taux d'épargne et la croissance démographique. Par conséquent, la modélisation de base conceptualisée par cet économiste présuppose que l'unique source de croissance économique admise est l'investissement dans le capital physique.

La logique suivie par Solow est la suivante : l'investissement dans le capital physique entraîne l'accroissement de la production et le renchérissement des émoluments perçus. Ainsi, on assistera à la croissance des ressources et des taux d'épargne des particuliers, qui se reflètera, ipso facto sur l'investissement dans le capital physique. Contradictoirement, lorsque la stagnation du capital physique s'accompagne d'une recrudescence du taux de la croissance démographique, le revenu par habitant décroît et entraîne dans son sillage la récession économique.

Face aux rendements marginaux et décroissants du capital physique, Solow (1975), introduit dans son modèle, le progrès technologique qu'il considère comme un facteur mobilisateur de la croissance. En outre, l'auteur considère le capital physique comme un facteur exogène, qu'il se réserve de développer.

Pour expliquer la croissance économique, il fallait donc dépasser le modèle de Solow et tenter d'expliquer le progrès technologique lui-même.

Ainsi, Mankiw, Weil et Romer relayèrent Solow et apportèrent des accommodations à son modèle. La nouveauté réside uniquement dans l'intégration du capital humain comme facteur de production. Ainsi, ce concept renouvelé constitue une généralisation du modèle adopté par Solow, car l'étude de la dynamique intéressera de concert, le capital physique et le capital humain (négligé par Solow). Les trois chercheurs ont conclu, en outre qu'il existe un minimum exigible de capital humain, acquis automatiquement par tous les individus.

Par la suite, Schultz (1959), publia un article intitulé « Investment in man : an Economist's view », où il insiste sur l'importance de la prééminence du secteur agricole dans le processus du développement, tout en conférant au capital humain une place stratégique. Cette publication va imprégner les recherches subséquentes sur le capital humain qui tenteront de dénouer sur les plans théorique et empirique, la causalité ancestrale qui s'établit entre l'éducation et la croissance économique.

Ainsi, Ben Porath (1967), recommande l'accumulation anticipative des connaissances, tant que l'investissement brut est positif. Or, étant donné que l'investissement en capital humain est restreint par l'échéance de l'espèce humaine, l'auteur conclut le constat suivant : quoique le rendement marginal de cet investissement est décroissant, il s'avère utile de se consacrer entièrement aux études au jeune âge et de perpétuer les investissements en formation à un rythme décroissant durant la vie active.

Par ailleurs, cette démarche de réflexion démontre les rémunérations salariales augmentent avec l'âge des individus pour atteindre un certain seuil, puis décroissent progressivement (vu que le nombre d'années restantes pour percevoir des revenus supplémentaires et consommer davantage diminue naturellement avec l'âge). Bien que le modèle de Ben Porath (1967) puisse élucider l'évolution du revenu au rythme du temps, son application empirique s'avère peu évidente, étant considéré la difficulté d'évaluer et d'estimer la dimension du capital humain (Willis 1986).

En pratique, c'est à Mincer (1974), que revient le mérite d'avoir allié sagement rigueur théorique et application empirique. Selon des données statistiques américaines, Mincer décrit de façon analytique, l'effet de l'investissement en éducation sur les rétributions salariales des individus. Ce constat a été réaffirmé plus tard par Jarousse et Mingat (1986), qui s'appuyaient sur des chiffres et statistiques françaises, pour corroborer la rentabilité de l'investissement éducatif promu par Mincer.

Au cours des années 80, les interrogations sur les liens de complémentarité entre l'éducation et les autres composants de l'activité économique, tels que la recherche et développement prolifèrent à volonté. Elles constituent le prolongement des travaux de Arrow (1962), qui introduit la notion de « l'apprentissage par la pratique » et le modèle de Nelson & Phelps (1966), qui stipule que l'accumulation du capital humain et la période d'adaptation à une technologie évoluent inversement. Ils concluent que l'éducation soutient le rétrécissement de la fracture technologique entre les pays initiateurs et les pays déficients.

Sous un autre angle d'analyse, Azariadis & Drazen (1990), expliquent le concept de l'accumulation du capital par la transmission intergénérationnelle. Autrement dit, l'accumulation du capital humain dépend conjointement du capital humain patrimonial et de la technologie d'éducation.

À l'orée des années 90, les études relatives aux effets de la recherche et développement font florès. Ainsi, Romer (1986-1990), considère la spécialisation inhérente à la différenciation des produits et les externalités dynamiques liées à la recherche, comme deux sources indispensables aux rendements d'échelles croissantes.

Par ailleurs, dans son article intitulé « on the mechanics of economic development » publié en 1988, Lucas a introduit le concept d'accumulation du capital humain en établissant un modèle de croissance endogène. Le capital humain inclut la force active des travailleurs et leurs performances productives, intimement dépendantes des efforts consentis en éducation. Il analyse en outre, les orientations éducatives intrinsèques et leurs conséquences sur la productivité des individus et sur la croissance économique. Le modèle de Lucas promeut deux secteurs étroitement connexes: la production et la formation. Le premier produit les biens en associant les contributions des capitaux physique et humain. Ce dernier est susceptible d'accumulation avec une productivité marginale non décroissante, à défaut constante. Dans le second, le capital humain s'auto-développe et s'accumule avec le concours des ressources humaines non employées dans le secteur de la production.

Pour sa part, Barro (1991), tenta d'estimer l'effet du niveau d'éducation (taux de scolarisation en primaire et secondaire) sur le taux de croissance du PIB, en intégrant d'autres variables, telles que, la part des dépenses publiques, la stabilité politique, la déviation rapportée à l'indice de parité des pouvoirs d'achat.

À partir de son expérimentation, Barro (1991) réalise des bilans statistiques effarants: le dédoublement du taux de scolarisation secondaire - de 50% à 100% - (entre 1960 et 1985) promeut le taux de croissance annuel de la France d'un point de pourcentage environ.

Si Barro utilisa le taux de scolarisation, Benhabib, Spiegel et Pritchett vont recourir désormais au taux de croissance, rapporté au nombre moyen d'années d'éducation comme variable. En revanche, les résultats obtenus sont statistiquement négligeables.

En effet, Benhabib & Spiegel (1994) considèrent que le taux de croissance des économies est fonction du patrimoine éducationnel accumulé par la population, qui stimule la capacité d'innovation, et l'aptitude d'un collectif de se réappropriier le progrès technologique.

Ainsi, le modèle considéré stipule que l'incidence de l'éducation sur la croissance économique d'un pays dépend étroitement de son rang dans la hiérarchie du développement. De ce fait, l'éducation dans les pays avancés génère des capacités d'innovation substantielles. En contre partie, l'investissement en éducation dans les pays déficients vise plutôt à accélérer le processus de rattrapage.

Dans ce contexte, Pritchett (2001), tire au clair les raisons qui justifient pourquoi les analyses économétriques en vogue ont failli établir une interaction stable et durable entre l'éducation et la croissance économique. Ses explications s'articulent autour des points suivants :

1. L'augmentation des salaires individuels influence l'orientation des nouveaux diplômés vers des secteurs improductifs.
2. Les carences accusées en matière d'offres d'emploi du secteur privé, malgré la qualification éducationnelle de la population.
3. L'augmentation des effectifs de la population instruite pourrait impacter défavorablement la qualité de l'enseignement et partant, altérer le processus de la croissance économique.

Sur un autre registre, Bils et Knelow (2000) démontrent que la relation de causalité entre l'éducation et la croissance revêt un double aspect. Ainsi, l'éducation produit un impact inexorable sur la croissance économique, qui se répercute ipso facto sur l'éducation.

En outre, Krueger et Lindahl (2001) affirment que l'éducation est statistiquement significative. Elle est positivement rattachée à la croissance dans les pays qui enregistrent de faibles performances statistiques en éducation.

De même, le rapport du conseil d'analyse économique, Co rédigé par Aghion & Cohen (2004), fait mention d'autres variables telles que le PIB et l'effectif des étudiants inscrits en enseignement supérieur pour évaluer la corrélation entre la croissance et le système éducatif supérieur.

Les résultats obtenus ont permis de départager les économies d'imitation des économies d'innovations. Les premières, font référence aux pays déficients, qui doivent investir prioritairement dans l'enseignement primaire et secondaire, aux fins de favoriser les imitations et la mise en œuvre des nouvelles techniques, et par conséquent, de réduire la fracture technologique. En revanche, l'économie d'innovation est l'attribut des pays dits industrialisés. Ces derniers doivent concourir à l'innovation technologique mondiale et disposer d'une masse ouvrière qualifiée. Par ailleurs, les économies en développement doivent investir dans l'enseignement supérieur pour soutenir la croissance économique.

Dans le but d'analyser davantage les facteurs favorisant la croissance économique, des études traitant le tandem éducation-croissance se sont développées, pour élucider l'incidence de la distribution du capital humain sur l'amélioration des perspectives de développement de certains pays.

Ainsi, en s'intéressant au cas de l'Amérique Latine, Birdsall & Londoño (1997), étudient comment les effets négatifs de l'inégalité de l'éducation peuvent influencer directement ou indirectement, la croissance économique et la réduction de la pauvreté dans les 43 pays, objet de l'étude.

Le bilan de l'expertise est révélateur. Il dénote qu'une répartition inégale des actifs du capital humain, affecte la croissance globale et la croissance des revenus des pauvres de manière disproportionnée. Les auteurs conviennent, en outre qu'une meilleure répartition de l'actif permet d'augmenter les revenus des pauvres et de réduire la pauvreté.

De leur part, Castelló & Doménech (2002), utilisent les données statistiques fournies par Barro et Lee (2001), sur les niveaux d'instruction et calculent le coefficient de Gini du capital humain.

Les résultats recueillis témoignent que l'inégalité du capital humain influe négativement sur le taux de la croissance économique. Ce déclin est attribué de concert à l'efficacité de l'allocation des ressources et à la réduction du taux d'investissement.

En effet, l'inégalité d'éducation implique une décline des taux d'investissement et par conséquent, une croissance faible des revenus. Les taux d'investissement des pays qui ont enregistré, au cours des années 1960, une forte inégalité dans la distribution des services de l'éducation sont nettement inférieurs à ceux des pays qui ont accusé moins d'inégalités. Ces taux d'investissement ont dès lors entraîné une diminution des taux de croissance des revenus. Ainsi, à travers cette étude, Castelló & Doménech (2002) recommandent que les politiques menées pour promouvoir la croissance doivent tenir compte collégalement du niveau d'éducation de la population, de la péréquation de l'éducation et de la généralisation de l'accès à l'éducation formelle, au bénéfice du plus large panel de la société.

Dans ce sens, Rao & Jani (2008), ont étudié la relation entre l'inégalité, en termes de qualité de l'éducation et la croissance économique en Malaisie. Les résultats attestent que l'accroissement des inégalités dans les écoles génère une réduction du PIB par habitant. En effet, l'étude révèle du reste, l'intérêt des études secondaires dans l'explication du niveau du PIB par habitant enregistré en Malaisie. Rao & Jani (2008) expliquent ces résultats par le fait que les rudiments de l'enseignement tels que la lecture, l'écriture et les mathématiques, enseignées dans les écoles primaires ne suffisent pour satisfaire les besoins croissants de la Malaisie, en main-d'œuvre qualifiée.

De leur part, (López, Thomas, & Wang, (1998), exploitent les statistiques d'un panel constitué de 42 pays, pour décrypter les liens existant entre le triptyque : éducation, réformes politiques et croissance économique. Le but assigné étant de mettre en exergue l'importance de la distribution égalitaire des prestations de l'éducation dans l'amélioration de la croissance économique et de vérifier comment l'interaction entre l'éducation et les réformes stimule la croissance et la productivité économiques.

Les chercheurs soulignent à cet égard que l'aspect qualitatif de l'éducation est un facteur aussi vital que l'aspect quantitatif. Ce dernier s'intéresse entre autres, aux questions classiques telles, la pertinence des programmes d'enseignement, les modes d'apprentissage des adultes et l'impact de l'éducation sur la société.

L'étude met également en relief, deux aspects fondamentaux. D'abord, la distribution de l'éducation et l'égalité d'accès à l'enseignement. En effet, la répartition inégale de l'éducation

tend à produire un impact négatif sur le revenu par habitant, dans la plupart des pays et vice versa.

Elle concerne ensuite, la relation entre les politiques économiques et les répercussions de l'éducation. Ces derniers influencent modérément l'économie, hors que la population met à profit son capital éducationnel pour captiver des marchés concurrentiels ouverts. En d'autres termes, les perspectives d'emploi du patrimoine informationnel et professionnel des individus prospèrent avec la compétitivité et l'activité lucrative des marchés.

Dans la même démonstration, (Hassan & Shahzad (2007), étudient la tendance d'évolution de la coéquation des prestations de l'enseignement, ses impacts sur la croissance économique et la responsabilité des politiques gouvernementales du Pakistan entre 1973 et 1998. Les résultats corroborent l'existence d'une relation négative entre la moyenne d'années de scolarité et l'inégalité en éducation. En outre, l'impact positif de l'éducation sur les performances économiques est réaffirmé. Il en est de même du rôle pionnier du secteur public dans la diversification des offres de l'éducation et son incidence perceptible sur les inégalités scolaires.

De même, Digdowiseiso (2009), mena une étude transversale du cas indonésien. L'échantillonnage retenu concerne 23 provinces, pour la décennie s'étalant de 1996 à 2005. Le bilan des confrontations témoigne que la dispersion relative du capital humain a un effet pervers sur la distribution des revenus. Cette étude a confirmé en sus que l'indicateur de la croissance économique a une prépondérance très significative en matière de nivellement des revenus.

L'expert considéré interpelle ainsi, les décideurs politiques indonésiens à œuvrer inlassablement pour promouvoir l'accès équitable à l'éducation afin de consolider la qualification du capital humain, à travers le réaménagement du système d'octroi des bourses aux enfants scolarisés en terminal de l'enseignement primaire pour maintenir le cursus de formation et accéder sereinement aux études secondaires. Ses recommandations ne manquent pas de solliciter la concession des subventions numéraires aux familles des élèves.

En revanche, les conclusions de Duarte & Simões (2010), auteurs d'une étude ayant trait à 30 municipalités portugaises (entre 1995 et 2007), s'avèrent très tumultueuses.

En effet, les auteurs concluent que l'inégalité est bénéfique pour la croissance, sachant pertinemment que les riches épargnent une importante quote-part de leurs revenus et par

conséquent, stimulent l'accumulation du capital. La prétention d'accéder à la fraternité des fortunés exhorte les individus à produire davantage et par conséquent la croissance économique fléchit. De surcroît, l'impact de l'inégalité sur la croissance régionale est marginal. Ce constat dénote que les politiques visant à modifier les inégalités ne peuvent aucunement jubiler d'un statut prioritaire.

S'agissant des implications politiques de ces résultats, les auteurs condamnent les politiques dédiées à promouvoir les inégalités régionales au Portugal, dès l'instant où elles pourraient générer une inégalité négative, de nature à entretenir le désespoir et consacrer la précarité sociale.

Somme toute, la majorité des expertises entérinent les impacts pernicioeux des inégalités éducationnelles sur les aspects socio-économiques des collectivités humaines.

## Conclusion

Cet article montre que les inégalités n'arboent point une vocation d'ordre exclusivement économique, elles concernent encore des aspects d'ordre social et géographique, dont l'atténuation est corolaire de l'amélioration de l'éducation des individus. Dans ce sens, plusieurs études ont démontré que nonobstant la démarche analytique poursuivie, l'inégalité de l'éducation ne manque pas de susciter des enjeux sociaux et économiques.

Sur le plan social, l'égalité de l'éducation influe sur le niveau de prise de conscience des questions relatives à l'hygiène et à la prévoyance sanitaire, comme elle contribue à la régulation du dynamisme démographique et soutient la transition démocratique des sociétés.

Sur le plan économique, l'égalité de l'éducation vise l'amélioration des revenus des individus et promeut la croissance économique des Etats.

## Bibliographie:

Acemoglu, D., Johnson, S., Robinson, J. A., & Yared, P. (2005). From Education to Democracy? *American Economic Review*, 95 (2), 44–49.



- Aghion, P., & Howitt, P. (2000). *Théories de la croissance endogène*. Paris: Dunod.
- Akin, S. M. (2005). Education and Fertility: A Panel Data Analysis for Middle Eastern Countries. *The Journal of Developing Areas*, 39 (1), 55-69.
- Altinok, N. (2006). Capital humain et croissance : L'apport des enquêtes internationales sur les acquis des élèves'. *Public Economics*.
- Alwyn, Y. (1991). Learning by doing and the Dynamic Effects of International Trade. *Quarterly Journal of Economics*, 105 (2), 501-526.
- Azariadis, C., & Drazen, C. (1990). Threshold externalities in economic development. *Quarterly Journal of Economics*.
- Becker, G. (2009). *Human capital : A theoretical and empirical analysis, with special reference to education*. Chicago: University of Chicago Press.
- Becker, G. S., & Chiswick, B. R. (1966). Education and the distribution of earnings. *American Economic Review* (56 ), 358–369.
- Botero, J., Ponce, A., & Shleife, A. (2012). Education and the Quality of Government. *NBER Working Paper*.
- Bourguignon, F. (2007). Education Quality and Economic Growth 2007. *Foreword, The World Bank*.
- Bourguignon, F., & Verdier, T. (2000). Oligarchy, democracy, inequality and growth. *Journal of Development Economics*, 62 , 285–313.
- Castelló, A., & Doménech, R. (2002). Human Capital Inequality and Economic Growth: Some New Evidence. *The Economic Journal*, 112 (478), 187–200.
- Castelló, C. A. (2008). On the distribution of education and democracy. *Journal of Development Economics* (87), 179–190.
- Checchi, D. (2001, May). Education, Inequality and Income Inequality. *Distributional Analysis Research Programme*.
- Chong, & Gradstein. (2009). Education and Democratic Preferences. *Inter-American Development Bank*.
- De Gregorio, J., & Lee, J. (2002). Education and income inequality: New evidence from cross country data. *The Review of Income and Wealth* (48), 395-416.
- De meulesster, J. I., & Dieblot, C. (2009). Education and Growth What Link For Which Policy? *Association Française de clinométrie* (3).
- Digdowiseiso, K. (2009). Education Inequality, Economic Growth, and Income Inequality: Evidence from Indonesia, 1996-2005. *MPRA Paper* (17792).
- Duarte, A., & Simões, M. (2010). Regional Growth in Portugal: Assessing the Contribution of Earnings and Education Inequality. *Anales de Economía Aplicada* (24), 1127–1153.
- Friedman, M. (1962). *Capitalism and Freedom*. Chicago: University of Chicago.

- Galea, S., Ahern, J., Tracy, M., & Rudenstine, V. (2007). Education inequality and use of cigarettes, alcohol, and marijuana. *Drug and Alcohol Depend*, 1 (90), pp. S4–S15.
- Gregorio, & Lee. (2002). Education and income inequality: new evidence from cross country data. *Review of Income and Wealth*, 48 (3 ), 395-416.
- Gurgand, M. (2006). Capital humain et croissance : la littérature empirique à un tournant ? *Économie publique*, 2.
- Hassan, R., & Shahzad, M. (2007). Education Inequality and Economic Growth: Framework for the Evaluation of Pakistan's Education Policy. *International Journal of Human Development*, 3 (1), 37-60.
- Isfahani, . s. (2000). Demographic Factors in Iran's since the revolution. *Economic Development, Social Research*, 67 (2), 599-620.
- Juarez, F., & Martin, T. (1995). The Impact of Women's Education on Fertility In Latin America: Searching for Explanations. *International Family Planning Perspectives*, 21 (2).
- Keeley, B. (2007). Human Capital: How what you know shapes your life. (OCDE, Éd.)
- Khawaja, M., Dawns, J., Knox, M. S., & Yamout, R. (2008). Disparities in child health in the Arab region during the 1990s. *International Journal for Equity in Health* .
- Lipset, S. (1959). Some Social Requisites of Democracy: Economic Development and Political. *American Political Science Review* (53), 69-105.
- López, R., Thomas, V., & Wang, Y. (1998). Addressing the Education Puzzle: the Distribution of Education and Economic Reforms. (W. Bank, Éd.) *World Bank Working Paper Series* .
- Malthus. (1963). *Essai sur le principe de population*. Paris: Éditions Gonthier.
- Mankiw, G. N. (2003). *Macroéconomie*,. Bruxelles: Boeck.
- O'Neill, D. (1995). Education and Income Growth: Implications for Cross-Country Inequality. *Journal of Political Economy*, 103 (6), 1289-1301.
- Podvysotskaya, T., Osinkina, E., Krasnikovaettes, & Podvysotskiy, Y. (2011). Does Health Matter for Inequality in Transition Countries: The Case of Ukraine. *GDN Working Paper Series* (53).
- Rao, R., & Jani, R. B. (2008). School Quality, Educational Inequality and Economic Growth. *International Education Studies*, 1 (2), 135–141.
- Shah, N., Shah, M., & Radovanovic, Z. (1998). Patterns of Desired Fertility and Contraceptive Use in Kuwait. *International Family Planning Perspectives*, 24 (3), 133-138.
- Spilimbergo, A. (2009). Democracy and Foreign Education. *American Economic Review* , 528–543.
- Winegarden, C. R. (1979). Schooling and Income Distribution: Evidence from International Data. *Economica, New Series*, 46 (181), 83-87.